**TERMES DE REFERENCE**

Pour le recrutement d’un cabinet national ou international

évaluation du Plan d’action du programme de pays 2009 – 2013

Durée de la mission : trente-cinq (35) jours ouvrables, soit sept (7) semaines

Lieu de la mission : Brazzaville, République du Congo

Démarrage de la mission : 21/10/2013

Fin de la mission : 06/12/2013

Type de contrat : Contrat institutionnel ou professionnel

1. **Contexte**

La République du Congo bénéficie, depuis le début des années 2000, d’un environnement socio-politique et économique globalement favorable.

Les élections présidentielles en 2009 et les élections législatives en 2012 se sont déroulées dans un climat apaisé. Les élections locales sont programmées avant la fin de l’année 2013. Toutefois, certains défis doivent encore être relevés, à commencer par l’augmentation du taux de participation aux élections et la reconnaissance par toutes les parties prenantes d’un processus électoral transparent, permettant d’éviter la contestation des résultats par certaines composantes de l’opposition.

Sur le plan économique, le Congo a enregistré des performances macroéconomiques soutenues, avec une croissance économie continue (6,2% par an en moyenne entre 2009 et 2012, et un taux de croissance pour 2013 estimé à 5,8% par le FMI). Les finances publiques sont stabilisées et confortées avec l’atteinte du point d‘achèvement de l’Initiative PPTE en 2010. L’inflation s’est réduite significativement en 2013, avec un taux moyen de -0,1% en janvier – février. L’économie congolaise reste néanmoins vulnérable, compte tenu de la structure peu diversifiée de son économie, dont le PIB est constitué à 70% de la production pétrolière, et des recettes publiques reposant principalement sur ce secteur (70% des ressources de l’Etat). Il est également à noter un sous-emploi important, notamment parmi les plus jeunes. Le taux de pauvreté reste une préoccupation majeure, puisqu’il atteint 46,5% selon les résultats de ECOM 2011 (Enquête Congolaise auprès des Ménages), dans ce pays classé comme pays à revenu intermédiaire.

Sur le plan de l’environnement, l’implication importante du gouvernement a permis une certaine stabilisation, mais le défi reste important à cause de la pauvreté et de la faiblesse de la fourniture énergétique et des conditions de vie parfois précaires dans lesquelles évoluent certains Congolais. Dans ce contexte, il sera difficile pour le Congo d’atteindre la plupart des OMD à l’horizon 2015. Malgré la hausse des budgets sociaux, cette contreperformance est en partie imputable à la faiblesse de la gouvernance (qualité de la dépense et des investissements, du dispositif de suivi évaluation, de la gestion de la trésorerie, et faiblesse des ressources humaines). Pour répondre à ces différents enjeux, le Gouvernement de la République du Congo a élaboré son Plan National de Développement (PND 2012-2016), dont la stratégie s’articule autour de la diversification de l’économie, une croissance plus inclusive et créatrice d’emplois et une gouvernance renforcée.

Dans le cadre de leur coopération ces cinq (5) dernières années, le Gouvernement de la République du Congo et le PNUD en République du Congo ont mis en œuvre le Plan d’Action du Programme de Pays (CPAP) 2009 – 2013, signé le 9 janvier 2009, et qui constitue le cadre légal de l’intervention du PNUD dans le pays. Le CPAP est l’outil opérationnel dédié à la mise en œuvre du Programme de Coopération de Pays (CPD) et est aligné sur les priorités nationales inscrites dans le Document de Stratégie et de Réduction de la Pauvreté 2008-2011 et retenues dans le Plan cadre des Nations Unies pour l’Assistance au Développement (UNDAF, 2009 – 2013). De façon plus spécifique, le CPAP contribue à la réalisation de l’UNDAF à travers l’atteinte des deux (2) effets suivants:

Effet UNDAF – 1 : « D’ici 2013, les institutions et acteurs nationaux assurent la promotion de la démocratie, du respect des Droits de l’Homme et la gestion efficace et transparente des ressources publiques en vue de la consolidation de la paix et de la sécurité et de l’état de droit »

Effet UNDAF – 2 : « D’ici 2013, les populations ont un accès équitable à des services de qualité en matière de santé, éducation, eau et assainissement, protection sociale et VIH/Sida, et les utilisent »

A l’origine, le CPAP se déclinait en huit (8) effets. Sur le plan opérationnel, sa mise en œuvre s’est toutefois effectuée à travers sept (7) effets[[1]](#footnote-1). Ces sept effets s’articulent autour de trois (3) composantes : i) la promotion de la gouvernance démocratique et la consolidation de la paix; ii) la réduction de la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMDs); iii) la préservation de l’environnement, la prévention des crises, le relèvement et la gestion des catastrophes naturelles et des risques. La promotion de la gestion axée sur les résultats (GAR) et du genre, ainsi que la lutte contre le VIH/SIDA, a été considérée dans ces appuis. Le fil conducteur de ces appuis a été le renforcement des capacités des institutions et des populations.

Les principaux résultats obtenus sont les suivants : (1) contribution à l’amélioration du cadre de concertation entre les partis politiques et facilitation des processus électoraux dans un climat apaisé, (2) contribution à la consolidation de la paix, à travers la collecte et la destruction des armes et des interventions de réintégration socioéconomique, (3) renforcement des capacités nationales de planification stratégique ayant abouti à l’élaboration du Plan National de Développement et de la Politique Nationale de l’Emploi, (4) une meilleure prise en compte des OMD à travers l’élaboration du 2ème rapport National des Progrès vers l’atteinte des OMD, (5) la création de l’Agence Nationale pour l’Environnement et une base de données climatiques, (6) l’élaboration de l’avant-projet de loi sur la parité, l’adoption et la vulgarisation de la loi sur la lutte et la protection des droits des personnes vivant avec le VIH.

Au terme de l’année 2013, qui marque la fin de son cycle de programmation 2009 – 2013 et l’entrée imminente dans un nouveau cycle (2014 – 2018), le PNUD souhaite procéder, aux côtés du gouvernement congolais et de ses partenaires, à l’évaluation de la mise en œuvre du CPAP 2009 – 2013, ainsi qu’à l’évaluation spécifique des effets n°62 et n°69. Ce projet d’évaluation, mené à la demande du gouvernement congolais et du PNUD, s’inscrit dans le plan d’évaluation du PNUD Congo pour le cycle de programmation 2009 – 2013 et fait écho au devoir de redevabilité du PNUD envers ses partenaires nationaux. De façon plus spécifique, il vise à mesurer la contribution du PNUD à l’atteinte des priorités nationales dans les secteurs de la gouvernance, de la lutte contre la pauvreté et de la préservation de l’environnement. Au-delà, il alimentera la réflexion stratégique du PNUD et ses partenaires, en vue de l’élaboration et de la mise en œuvre du prochain CPAP.

1. **Objectifs de l’évaluation**
2. **Objectif général**

Evaluer les résultats obtenus par le PNUD Congo et ses partenaires, au regard des produits livrés et des effets réalisés dans le cycle de programmation 2009 – 2013.

1. **Objectifs spécifiques**

L’évaluation se déclinera en trois (3) composantes : « résultats obtenus de la mise en œuvre du CPAP », « stratégies partenariales, techniques et budgétaires adoptées », « enseignements à tirer ». Les objectifs spécifiques de l’évaluation sont ici présentés par composante.

1. **Résultats obtenus de la mise en œuvre du CPAP**
* Evaluer la pertinence, l’efficacité et l’efficience du programme d’intervention, à travers l’analyse des produits livrés et leur contribution à la réalisation des effets et à l’amélioration du contexte socio-économique ;
* Evaluer la durabilité et la contribution des effets réalisés aux conditions du développement en République du Congo ;
* Evaluer la perception et le degré de satisfaction des autres parties prenantes et bénéficiaires, vis-à-vis de la mise en œuvre du programme, par rapport aux résultats obtenus et aux effets produits ;
* Evaluer la qualité, la cohérence, l’efficacité et l’efficience des processus de planification, suivi et évaluation mis en œuvre par le PNUD Congo dans sa programmation des produits et des effets.
1. **Stratégies partenariales, techniques et budgétaires adoptées**
* Evaluer la pertinence, la cohérence, l’efficacité, l’efficience et la durabilité des partenariats techniques et financiers développés par le PNUD Congo (sélection des partenaires et prestataires, qualité des collaborations, utilisation des contributions financières tierces, etc.), dans le cadre de la mise en œuvre du programme ;
* Evaluer le degré de coordination du PNUD Congo et la cohérence de son programme d’intervention avec le SNU ;
* Evaluer la pertinence, l’efficacité et l’efficience de la gestion et des investissements des fonds propres du PNUD Congo.
1. **Enseignements à tirer**
* Analyser les facteurs (contraintes, opportunités, menaces, etc.) qui ont influencé l’exécution des activités du programme et la livraison des produits ;
* Tirer des enseignements de la mise en œuvre du CPAP 2009 – 2013 et formuler des recommandations susceptibles d’aider à la conception et à l’exécution du prochain cycle de programmation (2014 – 2018).
1. **Portée de l’évaluation**

L’équipe de consultants évaluera le CPAP à travers l’analyse des différents effets prévus et de façon spécifique, les effets n°62 et 69. L’équipe sera guidée dans ses analyses des effets par la prise en compte des principes suivants :

* L’appropriation nationale ;
* Le renforcement des compétences locales et nationales ;
* L’égalité des genres ;
* Les droits humains ;
* La coopération Sud-Sud.

Par ailleurs, pour chaque effet, l’équipe de consultants devra répondre aux questions et préoccupations suivantes, ici déclinées en trois (3) composantes :

1. **Résultats obtenus de la mise en œuvre du CPAP**
2. **Evaluer la pertinence, l’efficacité et l’efficience du programme d’intervention, à travers l’analyse des produits livrés et leur contribution à la réalisation des effets et à l’amélioration du contexte socio-économique**
* Evaluer la pertinence des produits livrés, au regard de leur contribution à la réalisation des effets ;
* Evaluer l’efficacité des produits livrés, au regard de leur contribution à la réalisation des effets ;
* Evaluer l’efficience des produits livrés, au regard de leur contribution à la réalisation des effets.
1. **Evaluer la durabilité et la contribution des effets réalisés aux conditions du développement en République du Congo**
* Evaluer la contribution des effets réalisés aux conditions du développement en République du Congo, et notamment leur contribution aux trois composantes du CPAP (gouvernance démocratique, lutte contre la pauvreté, préservation de l’environnement);
* Evaluer la durabilité des effets réalisés sur le développement en République du Congo, au regard du contexte actuel, de la stratégie adoptée et des projections disponibles.
1. **Evaluer la perception et le degré de satisfaction des autres parties prenantes et bénéficiaires, vis-à-vis de la mise en œuvre du programme, par rapport aux résultats obtenus et aux effets produits**
* Evaluer le degré de satisfaction des partenaires nationaux, impliqués dans la mise en œuvre du programme ;
* Evaluer le degré de satisfaction des bailleurs de fonds mobilisés en faveur de la mise en œuvre du programme;
* Evaluer le degré de satisfaction des organisations de la société civile mobilisées en faveur de la mise en œuvre du programme ;
* Evaluer le degré de satisfaction des bénéficiaires de six (6) produits livrés par le PNUD et ses partenaires (deux par composante)[[2]](#footnote-2).
1. **Evaluer la qualité, la cohérence, l’efficacité et l’efficience des processus de planification, suivi et évaluation mis en œuvre par le PNUD Congo dans sa programmation des produits et des effets**
* Evaluer la qualité, la cohérence, l’efficacité et l’efficience de la programmation (planification, suivi, évaluation) des produits par le PNUD Congo ;
* Evaluer la qualité, la cohérence, l’efficacité et l’efficience de la programmation (planification, suivi, évaluation) des effets par le PNUD Congo.
1. **Stratégies partenariales, techniques et budgétaires adoptées**
2. **Evaluer la pertinence, la cohérence, l’efficacité, l’efficience et la durabilité des partenariats techniques et financiers développés par le PNUD Congo (sélection des partenaires et prestataires, qualité des collaborations, utilisation des contributions financières tierces, etc.), dans le cadre de la mise en œuvre du programme**
* Evaluer la plus-value des interventions du PNUD Congo, au regard des interventions des autres acteurs de l’aide au développement dans le pays;
* Evaluer la pertinence, l’efficacité et l’efficience de la stratégie partenariale du PNUD Congo en matière de mobilisation et d’utilisation des contributions financières tierces;
* Evaluer la pertinence, l’efficacité et l’efficience de la stratégie partenariale du PNUD Congo pour la mise en œuvre de son programme d’intervention.
1. **Evaluer le degré de coordination du PNUD Congo et la cohérence de son programme d’intervention avec le SNU**
* Evaluer le degré de coordination et les synergies créées entre les unités du PNUD Congo, et la cohérence entre leurs actions respectives ;
* Evaluer la plus-value des interventions du PNUD Congo, au regard des interventions des autres agences du SNU Congo ;
* Evaluer le degré de coordination du PNUD Congo et les synergies créées avec les autres agences du SNU Congo, et la cohérence entre leurs actions respectives ;
* Evaluer l’efficacité et l’efficience de la mise à contribution du bureau régional (Dakar) et du siège (New York), par le PNUD Congo, dans la mise en œuvre de son programme.
1. **Evaluer la pertinence, l’efficacité et l’efficience de la gestion et des investissements des fonds propres du PNUD Congo**
2. **Enseignements à tirer**
3. **Analyser les facteurs (contraintes, opportunités, menaces, etc.) qui ont influencé l’exécution des activités du programme et la livraison des produits**
* Identifier les principales contraintes ayant fait obstacle à la réalisation des effets ;
* Identifier les principaux atouts ayant contribué à la réalisation des effets.
1. **Formuler des recommandations susceptibles d’aider à la conception et à l’exécution du prochain cycle de programmation (2014 – 2018)**
* Pour chaque effet, formuler des recommandations pour améliorer la pertinence, l’efficacité, l’efficience et la durabilité des actions mises en œuvre en faveur de leur réalisation ;
* Pour chaque objectif spécifique de l’évaluation, formuler des recommandations à partir des analyses réalisées ;
* Formuler des recommandations pour favoriser la mise en œuvre du prochain CPAP, en évitant les contraintes identifiées ;
* Formuler des recommandations pour tirer profit des atouts identifiés, dans la mise en œuvre du prochain CPAP.
1. **Approche méthodologique envisagée**

Compte tenu du fait que l’évaluation portera en priorité sur les effets prévus dans le CPAP, et tout particulièrement sur les changements transformationnels induits, l’évaluation devra adopter une approche à la fois quantitative et qualitative.

Le cabinet, une fois engagé, devra préparer un plan de travail. Ce plan détaillera les méthodes et les outils d’évaluation utilisés au cours de l’exercice, dont voici une liste non exhaustive :

* Consultation de la documentation pertinente disponible : documents-cadre de la coopération entre le PNUD Congo et le Gouvernement, documents des programmes et projets exécutés dans le cadre du CPAP et autres programmes connexes, études relatives au contexte national, information financière et de gestion (Atlas, audits, etc.), etc. ;
* Rapports nationaux, régionaux ou mondiaux, rapports et données de sources officielles ;
* Echanges avec le senior management et l’équipe du programme ;
* Entretiens et groupes de discussion avec les partenaires du PNUD et parties prenantes au programme, à commencer par les partenaires nationaux ;
* Visites de terrain sur les sites et projets sélectionnés ;
* Utilisation d’outils de collecte et d’analyse des données (grilles d’entretien, grilles d’analyse, questionnaires, etc.) ;
* Consultations et réunions de débriefing.
1. **Livrables attendus**
2. **Livrables attendus**

Le cabinet est appelé à produire un rapport évaluant les résultats du programme 2009 – 2013 et comprenant des recommandations concrètes pour le prochain cycle de programmation du PNUD Congo (2014 – 2018) ; ce rapport se déclinera en trois sous-livrables :

* Un rapport initial d’évaluation présentant l’objet et la portée de l’évaluation, une matrice d’évaluation, un calendrier des étapes clés, une liste détaillée des exigences en matière de ressources nécessaires à l’évaluation, ainsi que les principaux éléments du contexte de mise en œuvre du CPAP et la compréhension du CPAP et des procédures du PNUD par l’équipe de consultants ;
* Un rapport provisoire contenant les analyses et les résultats de l’évaluation conformément aux TDR de la mission ;
* Un rapport d’évaluation tenant compte des observations et commentaires des parties prenantes ; ledit rapport se prononcera notamment sur la performance de l’appui du PNUD et son rôle, les leçons tirées, les recommandations, ainsi que sa stratégie d’intervention en République du Congo.
1. **Structure proposée pour le rapport final**

Le rapport final ne devra pas dépasser 50 pages, mais devra intégrer des annexes pertinentes et utiles pour la compréhension du document et son exploitation future. Il devra plus ou moins se présenter de la façon suivante :

* Résumé (2 pages) ;
* Méthodologie utilisée (1 – 2 pages) ;
* Contexte de mise en œuvre du CPAP (2 – 3 pages) ;
* Présentation des stratégies et des interventions du PNUD (4 – 5 pages) ;
* Présentation des conclusions de l’évaluation, conformément aux critères retenus et à la portée de l’évaluation définie plus haut (30 – 35 pages) ;
* Conclusions et recommandations (2 – 3 pages) ;
* Annexes : termes de référence, liste des partenaires rencontrés, entretiens réalisés, documents exploités, exemples d’outils mobilisés, etc.
1. **Structure proposée pour les deux rapports spécifiques sur l’évaluation des effets n°62 et 69**

Les rapports d’évaluation des effets ne devront pas dépasser 25 pages, mais pourront intégrer des annexes pertinentes et utiles pour la compréhension des documents et leur exploitation future. Ils devront plus ou moins se présenter de la façon suivante :

* Méthodologie utilisée (1 – 2 pages) ;
* Contexte de la réalisation des effets, en fonction de la composante concernée (gouvernance ou environnement / 1 – 2 pages) ;
* Présentation des stratégies et interventions du PNUD (1 – 2 pages) ;
* Présentation des conclusions de l’évaluation, conformément aux critères retenus et à la portée de l’évaluation définie plus haut (15 – 20 pages) ;
* Conclusions et recommandations (2 – 3 pages) ;
* Annexes : termes de référence, entretiens réalisés, liste des partenaires rencontrés, documents exploités, exemples d’outils mobilisés, etc.
1. **Durée et calendrier de la mission**

La mission du cabinet s’étalera sur trente-cinq (35) jours ouvrables[[3]](#footnote-3). Elle débutera le lundi 21 octobre 2013, prendra fin le vendredi 6 décembre 2013, et se déroulera de la façon suivante :



Le rapport initial d’évaluation sera remis le **lundi 28 octobre** au plus tard, et sera suivi d’une séance de travail avec les parties prenantes à l’évaluation le **mardi 29 octobre.**

La collecte de données se déroulera du **mercredi 30 octobre au vendredi 15 novembre inclus[[4]](#footnote-4)**. Un débriefing de la collecte de données sera organisé au terme de la phase de collecte, soit le **lundi 18 novembre**, en présence des différentes parties prenantes à l’évaluation.

Les rapports provisoires de l’évaluation finale et des rapports spécifiques devront être remis au moins sept (7) jours avant la fin de la mission, soit le **vendredi 29 novembre 2013** au plus tard.

Le débriefing aura lieu au moins quatre (4) jours avant le départ de l’équipe d’experts, donc au plus tard le **lundi 2 décembre 2013**, afin que les inputs et corrections puissent être apportés en temps utiles.

Le rapport final et les rapports spécifiques seront remis au plus tard le jour du départ de l’équipe d’experts, donc le **vendredi 6 décembre 2013**.

1. **Composition de l’équipe**
2. **Responsabilités**

Les consultants devront jouir d’une intégrité et d’une indépendance parfaites. Ils se doivent donc d’être impartiaux et autonomes de toute structure ayant participé audit programme.

L’équipe doit être composée de quatre (4) experts :

* Un(e) chef d’équipe, responsable de la coordination de l’équipe, de la supervision de leurs travaux et de leur qualité, de l’évaluation de la composante « Stratégies » et de la formulation des recommandations – 1 consultant ;
* Un(e) consultant en suivi – évaluation par composante, chacun disposant d’une expérience solide dans l’une des trois composantes (gouvernance, pauvreté, environnement) ; chaque consultant(e) sera chargé(e) de l’évaluation des effets et produits liés à son focus area – 3 consultants ;
* Les deux consultants retenus pour les composantes « gouvernance » et « environnement » produiront des rapports spécifiques, respectivement aux effets 62 et 69.
1. **Rôles et prérogatives**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Composante de l’évaluation** | **Effets à évaluer** | **Rapports spécifiques à produire** |
| Team leader | * Stratégies adoptées
* Enseignements à tirer
 | Aucun | Rédaction du rapport principal consolidéSupervision de la rédaction des rapports spécifiques |
| Consultant « gouvernance » | * Résultats obtenus
 | (62) – Le renforcement des capacités des institutions et l’établissement d’une gouvernance démocratique, transparente et responsable sont assurés aux niveaux national et local(63) – Les institutions et les acteurs nationaux utilisent les outils de planification, de contrôle et de suivi-évaluation des politiques, programmes de développement et budgets(64) – Les collectivités locales appliquent de manière efficace la politique de décentralisation | Un rapport spécifique d’évaluation de l’effet n°62 ci-contreRédaction des chapitres relatifs aux effets 63 et 64 |
| Consultant « pauvreté » | * Résultats obtenus
 |  (65) – Les capacités nationales d’élaboration de politiques, stratégies et indicateurs de référence du développement humain sont développées (66) – Les capacités de développement local et de gestion communautaire sont renforcées(67) – La création d’emplois et l’amélioration des conditions d’existence sont promues | Rédaction des chapitres relatifs aux effets 65, 66 et 67 |
| Consultant « environnement » | * Résultats obtenus
 | (68) – Les capacités de prévention des conflits, de gestion des risques et des catastrophes sont renforcées(69) – Les capacités de planification et de gestion coordonnées des questions environnementales et des énergies à moindre coût sont renforcées | Un rapport spécifique d’évaluation de l’effet n°69 ci-contreRédaction du chapitre relatif à l’effet 68 |

1. **Supervision**

Le cabinet procèdera à l’évaluation du CPAP sous la supervision générale du Représentant Résident a.i. et sous la supervision directe de l’Assistant au Représentant Résident, chargé du Programme.

Le « groupe de référence » du PNUD Congo assistera le superviseur dans le suivi-qualité du travail accompli par le cabinet. En liaison avec le Point Focal de la Partie gouvernementale, les partenaires au développement et les représentants de la société civile impliqués/concernés par l’exécution du CPAP, ils ont validé les présents termes de référence. Au-delà, les parties prenantes précitées fourniront les feedbacks requis sur le rapport initial et les rapports provisoires d’évaluation, participeront aux différents débriefings prévus, et valideront ensemble ledit rapport.

1. **Profils des membres de l’équipe d’évaluation**

L’équipe d’évaluation devra répondre aux critères suivants :

1. **Team leader (1)**
* Expérience
* au moins 10 ans d’expérience professionnelle en suivi / évaluation des projets / programmes d’aide au développement ;
* une expérience de travail avec le SNU est indispensable ;
* une solide connaissance du contexte congolais et une expérience probante en Afrique centrale francophone constituent un atout ;
* une expérience de travail avec un gouvernement étranger et un ou plusieurs bailleurs de fonds est un atout ;
* capacité à gérer une équipe de travail.
* Qualifications requises
* être titulaire d’un master en sciences économiques, économie du développement, suivi-évaluation, sciences politiques ou domaines connexes ;
* être titulaire d’un doctorat en science politique (politiques publiques, aide au développement, etc.) constitue un atout ;
* parfaite maîtrise des méthodes et outils d’évaluation ;
* parfaites capacités de recherche, d’analyse, de rédaction, et de restitution ;
* compétences méthodologiques complémentaires (développement institutionnel, gouvernance et développement, lutte contre la pauvreté, etc.).
* Langues
* Parfaite maîtrise du français, les documents requis sont à présenter en français.
1. **Consultants (3) – 1 par composante**

Chaque consultant devra répondre aux critères suivants :

* Expérience
* au moins 10 ans d’expérience professionnelle en suivi / évaluation des projets / programmes d’aide au développement ;
* une bonne connaissance du contexte congolais et une expérience probante en Afrique centrale francophone constituent un atout ;
* une expérience de travail avec le SNU et le PNUD en particulier est un atout.
* Qualifications requises
* être titulaire d’un master en sciences politiques, sciences sociales, sciences économiques, sciences de l’environnement, relations internationales, économie du développement, politiques publiques ou domaines connexes ;
* qualifications prouvées dans les méthodes et outils d’évaluation ;
* capacités de recherche, d’analyse, de rédaction, et de restitution.

Par ailleurs, chaque consultant devra également disposer des compétences complémentaires spécifiques à son domaine d’évaluation.

* Compétences complémentaires requises :
* Le consultant chargé de la composante « gouvernance » devra présenter des compétences méthodologiques complémentaires en suivi – évaluation des programmes et projets d’amélioration de la gouvernance, consolidation de la paix, politiques publiques, etc. ;
* Le consultant chargé de la composante « pauvreté » devra présenter des compétences méthodologiques complémentaires en suivi – évaluation des programmes et projets de développement local et de lutte contre la pauvreté ;
* Le consultant chargé de la composante « environnement » devra présenter des compétences méthodologiques complémentaires en suivi – évaluation des normes et politiques publiques environnementales, programmes et projets de protection de l’environnement, lutte contre le réchauffement climatique et ses effets, etc.
* Des travaux de recherche dans les domaines respectifs des trois consultants constituent un atout.
* Langues
* Parfaite maîtrise du français, les documents requis sont à présenter en français.
1. **Soumission des offres**

Les équipes de consultants ou bureaux d’études intéressés devront soumettre :

* Une offre méthodologique détaillée relative à la méthodologie d’évaluation et un plan de travail détaillé pour conduire la mission, ainsi que la présentation des profils et des qualifications des experts proposés (CV) ;
* Une offre financière incluant l’ensemble des coûts encourus dans le cadre de la mission.
1. **Critères de sélection des offres**

Les cabinets soumissionnaires seront évalués sur la base de la méthode de notation pondérée. L’attribution du contrat sera faite en fonction de l’évaluation des offres déterminée comme suit :

* Conformité aux TDR ;
* Obtention du meilleur score sur un ensemble prédéterminé de critères techniques et financiers spécifiques : critères techniques – 70% ; critères financiers – 30%.

Seules les offres ayant obtenu un minimum de 70 points seront considérés pour l’évaluation financière.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Critères** | **Pondération** | **Note (points)** |
| Offre technique | 70% |  |
| Critère A | Qualifications académiques des experts | 20 |
| Critère B | Nombre moyen d’années d’expérience par expert en suivi-évaluation | 30 |
| Critère C | Compétences spécifiques dans le domaine considéré | 20 |
| Critère D | Méthodologie et plan de travail | 30 |
| Offre financière | 30% |  |
| Score total | Score technique \*0.7 + score financier \*0.3 |  |

1. **Paiement et processus d’approbation de la performance**

L’évaluation sera financée par le bureau du PNUD et le Gouvernement à travers les budgets des projets. Sa durée sera de trente-cinq (35) jours ouvrables, dont treize (13) jours dédiés aux visites de terrain et à la collecte des données, et huit (8) jours pour la rédaction du rapport. Elle se déroulera du 21 octobre septembre au 6 décembre 2013. La mission sera appuyée par le personnel du programme et des projets. Elle bénéficiera également de l’appui logistique du bureau.

En dehors des modalités de transport, prises en charge par le PNUD Congo, les DSA de l’équipe d’évaluation seront versés à leur arrivée à Brazzaville.

Concernant les honoraires, ils seront versés de la façon suivante :

* **20%** lors de la remise du rapport initial ;
* **40%** lors de la remise du rapport provisoire ;
* **40%** après la remise et la validation du rapport final.

Pour le processus d'approbation, le superviseur et le groupe de référence du PNUD Congo devront évaluer le travail et la performance de l’équipe de consultants. Une certification (*Certification of Payment Form*) sera délivrée après chaque étape par le superviseur, pour indiquer la qualité des travaux et approuver le versement des tranches.

1. **Ethique d’évaluation**

La présente évaluation est conduite conformément aux principes développés dans les « Directives éthiques pour l’évaluation » de l’UNEG (United Nations Evaluation Group). Elle décrit les problèmes essentiels abordés dans l’élaboration et l’exécution de l’évaluation, y compris l’éthique d’évaluation et les procédures permettant de sauvegarder les droits et la confidentialité des personnes fournissant les informations. Ceci inclut notamment : les mesures prises pour garantir la conformité avec les codes juridiques régissant la collecte et l’analyse des données, particulièrement les autorisations nécessaires pour obtenir des informations concernant des enfants et/ou des adolescents ; les dispositions permettant de stocker et de préserver la sécurité des informations collectées et les protocoles garantissant l’anonymat et la confidentialité des sources d’information.

1. Les produits de l’effet n°64 ont bien été livrés, mais intégrés dans les autres effets. [↑](#footnote-ref-1)
2. Les six (6) produits évalués ici seront sélectionnés conjointement, par toutes les parties prenantes à la mise en œuvre et à l’évaluation du CPAP. [↑](#footnote-ref-2)
3. La semaine de travail s’étale sur cinq (5) jours, du lundi au vendredi inclus. [↑](#footnote-ref-3)
4. Voire jusqu’au dimanche 17 novembre si besoin, en fonction des déplacements à prévoir. [↑](#footnote-ref-4)